

LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Michel CAMPICHE

Les premiers partages de la Pologne

Dans *Echos de Saint-Maurice*, 1945, tome 43, p. 250-255

© Abbaye de Saint-Maurice 2012

Les premiers partages de la Pologne ¹

IV

Ce malheur n'abattit pas le courage des Polonais ; au contraire, il fut suivi d'un renouveau de la vie intellectuelle et du patriotisme. Les écoles formèrent une jeunesse attentive aux destins de la patrie ; l'influence des Universités s'étendit. Même le clan des Czartoryski, faction la plus active du parti russe, et d'où était sorti Stanislas, montre moins d'empressement à servir les intérêts de la tzarine.

La situation politique favorisait une telle renaissance : la succession de Bavière avait rompu l'accord entre St-Pétersbourg et Berlin. De 1780 à 1792, l'Autriche et la Russie se rapprochent au détriment de la Prusse, et, dès 1787, mènent contre la Turquie une guerre qui retiendra toute leur attention. L'étau s'est desserré pour quelques années.

Stanislas tenta de réparer les pertes subies par son royaume, en signant avec Catherine II un traité défensif qui lui attribuait des territoires enlevés à la Turquie, et qui ouvrait la Mer Noire au commerce polonais. Cette dernière clause favorisait la riche bourgeoisie marchande qui se constituait à ce moment-là. Toutefois, l'opposition de la Prusse engagea la tzarine à ne pas ratifier cette convention. D'autres circonstances allaient encore aider les Polonais ; en 1788 la Suède, soutenue secrètement par la Prusse et la France, ouvrait les hostilités contre la Russie forcée ainsi de mener deux guerres à la fois. Les patriotes profitèrent de ce répit pour convoquer une grande Diète constituante, dont les travaux marquent le plus sérieux effort qu'aient fourni les Polonais pour éviter la ruine de leur pays.

¹ Cf. *Echos de St-Maurice*, novembre 1945.

Cette assemblée voulut procéder à une réforme fondamentale de l'Etat, et donner à la Pologne une constitution qui la mettrait à l'abri des interventions étrangères. En premier lieu, la Diète rendit l'autorité royale héréditaire dans la descendance de Stanislas Poniatowski ; le droit de « liberum-veto » fut aboli, et la Diète ne conserva que le système du vote à la majorité des voix. Des subsides furent alloués au ministère de la guerre, afin d'équiper l'armée sans laquelle toute politique nationale restait impossible. Pour mieux isoler la Pologne, ses ennemis avaient exigé qu'elle n'entretînt aucune ambassade à l'étranger. C'était la Russie qui, en théorie du moins, représentait la Pologne auprès de quelques souverains. La Diète résolut d'envoyer des ambassadeurs dans les principaux Etats européens. Après la mort de Frédéric II, un traité défensif fut signé avec la Prusse.

Toutes ces mesures donnaient aux patriotes polonais l'espoir que leur pays conserverait son indépendance, et que l'alliance prussienne suffirait à empêcher une nouvelle agression russe. Mais il était bien évident que jamais Frédéric-Guillaume II n'entrerait en guerre avec la Russie pour défendre les Polonais, et ceci d'autant plus qu'un nouveau partage était dans son intérêt. La tzarine, de son côté, voyant que sa victime cherchait à lui échapper, résolut d'en finir.

En 1790, Catherine II signait avec le roi de Suède un traité aux termes duquel on se rendait simplement les récentes conquêtes ; deux ans plus tard, elle accordait la paix à la Turquie, moyennant la cession d'un territoire peu étendu, sur lequel sera bâtie plus tard la ville d'Odessa. Il était bien clair que Catherine II abandonnait ses projets sur les Balkans et la mer Baltique, pour régler définitivement la question polonaise, avant d'agir contre la France dont les progrès révolutionnaires l'effrayaient. Les éternelles dissensions des Polonais donnaient justement à la Russie le prétexte d'une nouvelle intervention. Irrités par la réduction de leurs privilèges, des nobles avaient formé une confédération à Targowitz, en Ukraine. Ils sollicitèrent auprès de la tzarine un appui qu'elle se hâta de leur fournir, et, une nouvelle fois, les armées russes entrèrent en Pologne. Mais la résistance, au début de la campagne, fut

très vive, car les décisions de la Diète constituante produisaient déjà leur effet. En l'absence de secours, l'armée polonaise finit toutefois par céder. Stanislas pressa son allié de mettre à exécution le traité de 1790. Après des hésitations feintes pour gagner du temps, le roi de Prusse refusa d'honorer ses engagements, sous prétexte qu'en deux ans la situation avait beaucoup changé ; puis il fit occuper par ses troupes la province de Posen et la ville de Dantzig. Pour désarmer Catherine II, Stanislas admit les revendications des confédérés de Targowitz. Mais aucune démarche ne pouvait sauver la Pologne. De plus, la situation politique en Europe facilitait un nouveau partage. L'Autriche, menacée de perdre la Belgique, avait engagé ses meilleures armées contre la France ; l'Angleterre surveillait avant tout la Méditerranée. La Suède et la Turquie, qui venaient de sentir les effets de la puissance russe, se gardaient d'intervenir. La Pologne, pour la deuxième fois, était perdue par l'accord de ses voisins.

Plus exigeante que précédemment, Catherine II annexa le reste de la Russie blanche, avec Minsk, la Petite-Russie, province à l'ouest de Kiew, l'Ukraine polonaise et la Podolie, située entre le Boug et le Dniestr. La nouvelle frontière allait en ligne droite de Dunabourg à la Bukovine. La Prusse s'attribua Dantzig, Thorn sur la Basse-Vistule, Posen et tout le bassin de la Warthe. Limitée par des frontières presque rectilignes, la Pologne se trouvait réduite à un territoire sans aucune valeur stratégique ou économique. Varsovie et Vilna, les deux principales villes, étaient à trois étapes de l'étranger, le pays ne touchait plus à la mer que par la Courlande, province excentrique et dépourvue de ports.

Catherine II convoqua le roi et la Diète à Grodno ; les troupes russes ne laissèrent entrer dans la ville que 102 députés qui passaient pour dévoués à la tsarine. Toutefois, ils n'osèrent ratifier le nouveau partage, et la session traîna pendant plus d'une année. A la fin, des artilleurs pointèrent leurs pièces contre le bâtiment ; un député se trouva pour interpréter le silence comme un consentement unanime. L'assemblée ne put même obtenir que l'armée russe évacuât ce qui subsistait de la Pologne ; Varsovie resta occupée.

Ce deuxième partage eut des répercussions importantes sur la politique européenne et tint lieu, pour la France, de diversion à l'Est. En effet, le roi de Prusse, lorsqu'il lui parut certain que la Russie préparait de nouvelles annexions, transféra peu à peu sur les frontières polonaises ses armées qui participaient à la campagne de France. Il s'en suivit des confusions et des retards, puis un affaiblissement de la coalition, qui rendirent possibles la victoire française de Valmy et la contre-offensive qui suivit. Peut-être que la France fut sauvée parce que Frédéric-Guillaume II eut à choisir entre Paris et Varsovie.

V

La nouvelle de cette capitulation provoqua un soulèvement général. Stanislas, qui refusa même d'approuver la résistance de ses sujets, fut destitué par les patriotes. Un ancien aide de camp de Washington, Thadée Kosciuszko, reçut des pouvoirs qui faisaient de lui un dictateur. Proclamée au printemps 1794 à Cracovie, l'insurrection s'étendit jusqu'à Dantzig et en Courlande. La garnison russe de Varsovie fut exterminée ; les armées russes et prussiennes qui devaient reprendre la capitale furent battues et refoulées. Mais il est bien évident que les Polonais, isolés et mal équipés, ne pouvaient conserver un avantage qu'ils devaient à la surprise autant qu'à leur vaillance. L'Autriche, qui ne voulait pas être évincée une seconde fois, envahit la Pologne méridionale. En octobre, la principale armée polonaise était vaincue à Macéjowice, sur la Vistule. Kosciuszko, blessé, fut capturé par des Cosaques ¹. La résistance prit fin rapidement. Varsovie se rendit après que Souvarov eut fait massacrer les habitants de Praga, faubourg à l'est de la Vistule.

¹ On prétend qu'au moment d'être pris, il s'écria : « Finis Poloniae ! » Lui-même se défendit toujours d'avoir prononcé des paroles qu'il jugeait sacrilèges. D'ailleurs, il portait, sur le champ de bataille, un simple habit de paysan, et ne fut pas reconnu tout de suite. Et l'un des Cosaques savait-il le latin ?

Le 3 janvier 1795 eut lieu le dernier partage. La Prusse reçut un large territoire bordant la Prusse orientale jusqu'au Niémen, avec les villes de Varsovie et de Bialystok. La Courlande, la Lithuanie, la Polésie et la Volhynie, avec Vilna, Grodno et Brest-Litovsk constituèrent la part de la Russie. Pour compenser la perte de la Belgique, l'Autriche annexait la Petite-Pologne, avec Cracovie, Lublin et Radom.

Il restait ainsi des Polonais, sujets de trois pays, mais plus de Pologne.

Que pouvait-il arriver d'autre ? Les causes de ruine étaient si nombreuses que seul un concours de circonstances permettait à la Pologne de prolonger une existence précaire. Plus que les autres, les pays dépourvus de limites géographiques subsistent par la force, la volonté, l'intelligence. Garnie ou dépourvue de canons, une chaîne de montagnes sépare deux compartiments naturels, deux pays. Dans les plaines de l'Europe orientale, une frontière n'est telle que parce qu'une armée la borde. Déplacez les bataillons : la frontière existe encore sur la carte, mais, dans la réalité, elle est devenue aussi imperceptible qu'un méridien. Dans ces conditions, un Etat faible est condamné ; la chance ne le préservera pas longtemps. — Il suffit, pour le vérifier, de comparer l'expérience prussienne à l'expérience polonaise.

Or, depuis le règne de Pierre-le-Grand, l'étranger gouverne la Pologne par procuration. Sans cesse, les partis sollicitent l'appui russe ou l'aide prussienne ; le pays disparaît après une crise politique perpétuelle, une Fronde qui serait devenue l'état normal. Quant à l'œuvre de la Diète constituante, elle vint cinquante ans trop tard, et la réforme, faute de temps, ne put devenir efficace.

La Pologne ne vit jamais surgir l'homme — Richelieu, ou Bismarck, ou Cavour — qui fixe, pour une longue période, la destinée d'un peuple ; elle a produit des patriotes, des héros, mais l'héroïsme, si généreux soit-il, ne peut corriger les conséquences d'une politique folle. Si, en des occasions exceptionnelles, l'héroïsme sauve l'Etat, c'est toujours la sagesse qui le conserve. Et voilà pourquoi le dévouement sans égal des Polonais n'a pu empêcher leur patrie de disparaître à la fin du XVIII^e siècle.

VI

Dans le traité qui répartissait les derniers morceaux de la Pologne, les trois souverains prirent l'engagement de ne jamais porter un titre évoquant l'ancien royaume, dont le nom même disparut. Par milliers, les patriotes s'exilèrent. — Stanislas termina ses jours en Russie, pensionnaire de Catherine II. — Sous le Premier Empire, la création d'un Duché de Varsovie, que Napoléon, par crainte d'indisposer le tzar, n'érigera pas en royaume, rend aux Polonais un espoir d'indépendance. Mais le Congrès de Vienne, malgré l'intervention de Kosciuszko, ratifia le partage entre les trois conquérants.

Dès lors, c'est la conspiration du silence ; nul gouvernement ne risque une allusion à ce qui fait la honte de l'Europe. Mais la Pologne ne cesse de lancer son cri, dans les strophes de Mickiewicz et les mélodies de Chopin. Car c'est avant tout l'effort et l'exemple des artistes qui maintint l'espérance dans les cœurs, jusqu'à ce que renaisse la Pologne, et sa tragédie.

Michel CAMPICHE

Les divers historiens polonais que nous avons consultés insistent avant tout sur l'iniquité des partages et sur des considérations d'ordre moral qui les portent à négliger leur tâche, laquelle est d'expliquer les faits.

Mentionnons une « Histoire de Pologne » estimable, celle de Waclaw Sobieski (Payot, Paris 1934, Bibliothèque historique). Cet historien ne craint pas de mettre en évidence les fautes commises par les Polonais, et de leur attribuer une grande importance. Mais pourquoi traiter de forbans les souverains qui se sont partagé les provinces polonaises ? L'histoire laisse volontiers ce vocabulaire au feuilleton partisan.

Le livre capital est celui de K. Lutostanski : « Les partages et la lutte pour l'indépendance », publié par le Bureau polonais d'études et de publications politiques (Payot, Paris et Lausanne, 1918). Il s'agit d'un recueil de documents diplomatiques reliés par des rappels très brefs ; on y voit tout le développement de la situation, pour ainsi dire jour après jour. Un modèle.

M. C.